

Mittal-Gandrange : défendre les salariés

samedi 23 février 2008, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 21 février 2008).

Sommaire

- [Mittal-Gandrange : mobilisatio](#)
- [Mittal-Gandrange : Sarkozy \(...\)](#)
- [Mittal-Gandrange : riposte \(...\)](#)
- [ARCELOR-MITTAL : Mobilisation](#)

Jeudi 14 février, 12 h 30. À Rombas (Moselle), à quelques kilomètres du site d'Arcelor-Mittal de Gandrange, 80 personnes sont rassemblées pour un rendez-vous militant avec Olivier Besancenot. Il y a là des jeunes du lycée de Rombas, des cheminots, des salariés de la vallée, ainsi qu'une délégation de la CGT d'Arcelor-Mittal. Un syndicaliste du site donne son sentiment sur l'importance de cette visite : « *Pour nous, Olivier Besancenot représente un très bon soutien. Il défend les idées d'extrême gauche de la classe ouvrière.* »

La veille, le patron de Mittal a annoncé des bénéfiques records pour le groupe en 2007. Plus de 7,5 milliards d'euros, en hausse de 30 % par rapport à l'année précédente. Il a également confirmé la fermeture de l'aciérie de Gandrange, avec le cynisme habituel du licenciement qui prétend que « *c'est la meilleure option pour les salariés* », sans aucune considération pour les balivernes de Sarkozy prononcées les semaines précédentes.

Après une courte introduction sur l'importance qu'il y aurait à fédérer les résistances éclatées et à relayer le combat social au niveau national, le débat est lancé. Pour les sidérurgistes, ce ne sont pas seulement 600 emplois directement menacés, ce sont aussi 300 salariés des entreprises sous-traitantes, et plus d'une centaine d'intérimaires dont l'emploi va disparaître. De plus, dans l'usine où les reconversions sont programmées, 300 jeunes en contrats précaires avaient récemment obtenu une promesse d'embauches définitives. Ce sont eux qui risquent d'être les principales victimes des plans d'accompagnement tant vantés par ailleurs.

Le « *jackpot des actionnaires* », comme aime à le rappeler Olivier Besancenot, c'est la raison d'être du capitalisme. Le problème du mouvement ouvrier aujourd'hui, c'est de repenser la question de l'absurdité d'un système qui subventionne les licenciements. Le soutien et la solidarité dans les luttes sociales sont un combat qui se conjugue avec une démarche politique. Tel est l'enjeu aussi du débat avec les salariés pour la construction d'un nouveau parti, et qui suscite partout un intérêt croissant.

* *Paru dans Rouge n° 2240, 21/02/2008.*

Mittal-Gandrange : mobilisation pour l'emploi

Après les gesticulations de Sarkozy devant les sidérurgistes d'Arcelor-Mittal de Gandrange (Moselle) [voir ci-dessous], l'intersyndicale du site a organisé un meeting devant l'usine, le samedi 8 février, en invitant largement la population à venir soutenir la lutte engagée pour le maintien des emplois.

Des délégations de syndicats belges et luxembourgeois, des représentants d'autres boîtes de la région – dont ceux du site de Kléber à Toul, que Michelin veut fermer –, se sont mêlés aux salariés de Gandrange, tout comme le militants de la LCR, qui appelaient, dans un tract, à amplifier la riposte et à ne pas s'en remettre à Sarkozy et à ses copains milliardaires pour sauvegarder l'emploi.

Près de 500 personnes étaient présentes pour écouter les orateurs syndicaux et leurs propositions. Chacun veut croire à la vertu d'un contre-projet industriel, présenté prochainement à l'Élysée, mais tout le monde redoute que le délai imparti ne serve à ficeler le plan de restructuration du groupe Mittal.

Pour faire plier les actionnaires, il faudra d'autres arguments que ceux de l'expertise de gestion. Même s'il n'est pas simple d'étendre la riposte à l'ensemble de la sidérurgie, il est urgent d'essayer de le faire en y mettant toute les énergies disponibles, d'autant que toute discussion autour d'un plan industrie alternatif se heurte constamment, sans oser l'aborder, à l'incontournable question de la propriété publique de la sidérurgie, sous le contrôle des salariés, de leurs organisations, de la population et de ses élus.

Correspondant

** Paru dans Rouge n° 2239, 14/02/2008.*

Mittal-Gandrange : Sarkozy gesticule

À l'issue de sa rencontre à Paris avec les syndicats d'Arcelor-Mittal de Gandrang (Moselle), Sarkozy s'est déplacé, le 4 février, en Moselle, sur le site du group sidérurgique qui a annoncé la suppression de près de 600 emplois pour 2009 (voir ci-dessous). Mais cette visite éclair était assortie de conditions, Sarkozy voulait une usine en activité et non en grève, sans accueil hostile et sans vexation de la part des sidérurgistes. Pas question pour lui de renouveler les précédentes déconvenues chez les marins pêcheurs et les cheminots, à l'automne dernier.

Seule la CGT appelait des délégations d'autres entreprises à se rassembler. Bloqués par un cordon de police, ces salariés n'ont pas pu se joindre au meeting organisé au sein de l'usine. Sarkozy a pris la parole devant les sidérurgistes pour affirmer l'engagement de l'État dans une solution industrielle qui pérennise les emplois, avec le groupe actuel ou avec un repreneur.

Cette orientation volontariste, soutenue par un investissement financier de l'État dans l'outil de production, apparaît comme un grand écart par rapport aux normes libérales dominantes. Elle peut faire diversion en jetant le trouble chez les salariés. Si les responsables des syndicats ont plutôt apprécié le propos, en positivant cet espoir ténu, la plupart des sidérurgistes restent sceptiques et ils attendent des mesures concrètes. Le groupe Mittal, qui réalise suffisamment de profits pour financer lui-même ces investissements, n'a pris aucun engagement, si ce n'est celui de geler le plan,

jusqu'en avril, en attendant le contre-projet industriel du cabinet d'expert.

Pendant ce temps, la direction de Gandrange s'emploie à proposer des reclassements et une réduction des équipes à l'aciérie, dès juillet 2008. Dans ce contexte, la journée de mobilisation et de manifestation des salariés et des populations des bassins de la sidérurgie de la Moselle, le samedi 8 février, devait être une étape importante pour élargir un rapport de force en faveur du maintien des emplois sur le site de Gandrange.

Correspondant

** Paru dans Rouge n° 2238, 07/02/2008.*

Mittal-Gandrange : riposte en grand

La riposte s'organise après l'annonce, par Arcelor-Mittal, d'un plan de fermeture à Grandrange (Moselle).

L'usine de Gandrange emploie près de 1 100 salariés. 600 emplois sont programmés à la casse, comme l'a confirmé Mittal lui-même, à l'Élysée, le 28 janvier. Pour les salariés de cette entreprise, qui s'étend sur 300 hectares et où ont travaillé jusqu'à 7 000 personnes, il est clair que c'est l'existence même du site qui est en jeu. Avec les sous-traitants, ce sont immédiatement 1 200 emplois qui seraient perdus. La colère gronde dans les vallées de l'Orne et de la Fensch. Trois jours de grève, une AG de 1 000 personnes et un rassemblement de 700 au siège d'Arcelor-Mittal à Luxembourg ont ponctué ce mois de janvier. Samedi 9 février sera un grand jour de manifestation et l'on peut parier que la mobilisation sera forte. L'intersyndicale CFDT-CGE-CGT (la CFDT est majoritaire) y travaille d'arrache-pied.

Cela fera 100 000 emplois supprimés en 40 ans dans ce pays du fer qui, aujourd'hui, n'emploie pas plus de 10 000 salariés dans la sidérurgie. L'écœurement le dispute à la légitime colère. De de Wendel à Mittal en passant par Sacilor et Arcelor, c'est toujours la destruction massive d'emplois. Pourtant, en dix ans, la production mondiale a augmenté de 75 %.

Revenons sur le premier semestre 2006 des actionnaires d'Arcelor. En juin, ils ont fini par trouver un « *accord acceptable* » avec leur « *ennemi juré* » de janvier, « l'Indien Mittal ». Il est vrai que celui-ci avait, au fil des semaines, fait grimper l'action Arcelor de 90 %. Jackpot pour eux, donc. « Avec Mittal et son implantation mondiale, d'importantes synergies et économies d'échelle sont possibles » : tel est le message qui a accompagné l'absorption. 18 mois plus tard, c'est la casse de Gandrange, le capitalisme dans toute sa brutalité.

La propriété publique, collective d'une telle entreprise sous contrôle démocratique, voilà une question incontournable. Toute la discussion autour du plan alternatif à celui de Mittal s'y heurte constamment, sans oser l'aborder. Pour battre la rapacité des actionnaires, il faut d'autres arguments que ceux de l'expertise de gestion.

Les gesticulations de Sarkozy ne sauraient nous tromper : il est à 100 % dans le camp des actionnaires. Fillon, Lagarde et Longuet ont d'ailleurs vendu la mèche : « *Mittal est propriétaire, il est légitime pour décider [...] D'ailleurs, tout le monde sera recasé à Florange ou au Luxembourg.* »

Rien n'est moins sûr. Quant à Masseret, président PS de la région, il « *conteste la décision d'Arcelor Mittal* » le 18 janvier. Mais, dès le 22 janvier, il « *demande à l'État de nouvelles zones franches* ». C'est dire combien il croit en la possibilité de gagner la bataille qui s'engage !

La LCR, lors de son congrès, a réaffirmé sa solidarité avec les salariés et la population en lutte. Les militants lorrains et luxembourgeois sont totalement impliqués dans la réussite de la manifestation du 9 février.

* *Paru dans Rouge n° 2237, 31/01/2008.*

ARCELOR-MITTAL : Mobilisation contre les licenciements

Après la première grève du 16 janvier et l'envahissement du comité d'entreprise, après l'assemblée générale de 1 000 personnes du lendemain, le 24 janvier devait être jour de grève et de manifestation à Luxembourg, où est implanté Arcelor-Mittal. Mittal, numéro un mondial de l'acier (32 000 salariés), a décidé de supprimer 700 des 1 000 emplois du site de Gandrange (Moselle).

Les produits de Gandrange sont de haute qualité et les besoins en acier de tout type sont immenses. Le problème, à Gandrange, n'est pas celui « d'un management déficient », de « pyramide des âges » ou de formation des nouveaux embauchés. Le problème, à Gandrange, est très clairement celui de la dictature des actionnaires. Ceux-ci ont largement profité de la prise de contrôle d'Arcelor par Mittal : l'action, cotée 22 euros en janvier 2006, en valait 41 six mois plus tard ! Les dirigeants ont été gavés de stock-options (341 années de Smic). Mittal présente maintenant la note aux travailleurs... Le plan de casse, complètement lié à cette absorption, ne se limite pas au seul site de Gandrange. Florange, Schifflange, au Luxembourg, et les autres sites lorrains sont menacés à court et moyen terme.

La question de la propriété de l'entreprise doit être posée. Il faut avoir le courage politique de le dire : une grande industrie de base comme la sidérurgie doit devenir propriété publique. Les salariés et leurs organisations, la population et ses élus doivent avoir la maîtrise des décisions stratégiques. Cela porte un nom : c'est l'autogestion.

L'exigence écologique et celle des conditions de travail sont primordiales. N'oublions pas l'irresponsabilité du groupe en matière de rejets de CO₂ ! De même, rien ne fera oublier les sous-effectifs, l'exploitation accrue, les pauses non prises, le stress à l'origine de l'accident mortel de l'automne. La LCR, ses militants des départements lorrains et du Luxembourg, ainsi que son porte-parole apporteront leur concours aux initiatives unitaires visant à battre le plan Mittal.

* *Rouge n° 2236, 24/01/2008.*